

§ 6 - Elke persoon kan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland, binnen vijftien dagen na de laatste dag dat de presentatievideo op het internet wordt bekendgemaakt, zijn opmerkingen en suggesties over het ontwerp van herziening van het gewestplan schriftelijk meedelen. Hij kan ook bijzondere punten onderstrepen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Elk gemeentecollege richt het afschrift van de eventuele opmerkingen, suggesties en voorstellen binnen dertig dagen na de laatste dag dat de presentatievideo op het internet wordt bekendgemaakt, aan de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen."

Art. 50. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel D.VIII.27.5 ingevoegd, luidende:

"Art. D.VIII.27.5 - De overeenkomstig artikel D.VIII.27.4 gevolgde inspraakprocedure geldt als voorafgaande informatievergadering voor de toepassing van artikel D.II.47, § 1, tweede lid, artikel D.II.48, § 2, en artikel D.II.54, § 2, zesde lid, 5°, alsook voor de toepassing van artikel D.VIII.2, § 2."

Art. 51. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel D.VIII.27.6 ingevoegd, luidende:

"Art. D.VIII.27.6 - Als de inspraak van het publiek heeft plaatsgevonden overeenkomstig de procedure vermeld in artikel D.VIII.27.4, dan bevat het dossier vermeld in artikel D.VIII.15, § 1, een afschrift van de opmerkingen en suggesties die in het kader van die procedure werden afgegeven."

HOOFDSTUK 8. — Slotbepalingen

Art. 52. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het wordt bekendgemaakt, met uitzondering van:

1° artikel 2, 2°, en de artikelen 3, 5, 7, 8, 9, 11 en 35 tot 40, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2021;

2° artikel 2, 1°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2021;

3° artikel 44, dat uitwerking heeft met ingang van 19 april 2021.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 26 april 2021.

O. PAASCH

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen en Financiën,

A. ANTONIADIS

De Viceminister-President, Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

I. WEYKMANS

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media,

L. KLINKENBERG

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Nota

Zitting 2020-2021

Parlementaire stukken: 139 (2020-2021) Nr. 1 Voorstel van decreet

139 (2020-2021) Nr. 2 tot +3 Voorstellen tot wijziging

139 (2020-2021) Nr. 4 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 26 april 2021 - Nr. 24 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/202512]

14 MAI 2021. — Décret portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire lors de la deuxième vague du COVID-19 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition budgétaire

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 64 du 10 décembre 2020 modifiant l'article 45 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 et relatif à la subvention aux services externes de prévention et de protection est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE II. — Économie

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 66 du 11 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une indemnité en faveur des associations sans but lucratif (ASBL) qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 74 du 22 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE III. — *Emploi, Formation et Économie sociale*

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 58 du 1^{er} décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises, dans le cadre du plan rebond COVID-19, en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, sous réserve des modifications suivantes :

1° à l'article 3, les mots « 30 juin 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 »;

2° l'article 26 est complété par les mots « du même décret »;

3° à l'article 31, alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par « 1° les services et structures visés par l'article 48, 1° et 2°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé »;

4° à l'article 31, alinéa 2, les mots « pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 12° » sont remplacés par les mots « pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 14° »;

5° à l'article 35, § 4, les mots « à l'alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « au paragraphe 2 ».

CHAPITRE IV. — *Aménagement du territoire et Environnement*

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 61 du 10 décembre 2020 établissant une disposition temporaire pour l'octroi de subventions aux commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité visées à l'article D.I.7 du Code du développement territorial est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 62 du 10 décembre 2020 prolongeant l'application de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur, et de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 72 du 18 décembre 2020 modifiant, à titre temporaire, l'article R.I.6-5 du Code du développement territorial et l'article 23 du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'avis sur les recours en ce qui concerne le montant des jetons de présence des membres et du représentant du Gouvernement wallon siégeant à la Commission d'avis sur les recours est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE V. — *Énergie*

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 57 du 26 novembre 2020 portant sur des mesures d'urgences en matière d'accès à l'énergie durant la crise COVID-19 et la période hivernale est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 67 du 16 décembre 2020 portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE VI. — *Mobilité*

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 65 du 10 décembre 2020 relatif à l'obligation de port du masque dans les services de transport public de personnes en Région wallonne pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE VII. — *Fiscalité*

Art. 11. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 69 du 16 décembre 2020 adaptant certaines dispositions fiscales dans le cadre de la crise de la COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, sous réserve des modifications suivantes :

1° à l'article 1^{er}, les mots « 31 janvier 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2021 »;

2° à l'article 4, les mots « 31 janvier 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2021 »;

3° il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Pour les mois de janvier à juin de la période imposable 2021, il est octroyé une réduction du montant de la taxe visé à l'article 80 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus à concurrence d'un douzième du montant annuel de la taxe par mois.

La réduction prévue à l'alinéa 1^{er} est également octroyée sur demande du redevable lorsque le placement de l'appareil est planifié entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2021 mais que celui-ci n'est pas déjà placé, à concurrence d'un douzième du montant annuel de la taxe par mois ou partie de mois, à dater du moment d'installation initialement prévue.

Les réductions prévues aux alinéas 1^{er} et 2 sont appliquées avant application éventuelle des articles 81 et 82 du même Code. ».

CHAPITRE VIII. — *Logement*

Art. 12. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 55 du 6 novembre 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 73 du 21 décembre 2020 prolongeant temporairement la suspension de l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE IX. — *Pouvoirs locaux*

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 54 du 3 novembre 2020 portant dérogation aux articles L1232-5, § 2, et L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux lieux de sépulture et aux funérailles, modes de sépulture et rites funéraires est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19.

CHAPITRE X. — *Tourisme*

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 56 du 23 novembre 2020 portant une deuxième vague de programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 14 mai 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 542 (2020-2021) N^{os} 1 à 1^{ter} à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 12 mai 2021.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/202512]

14. MAI 2021 — Dekret zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der Gesundheitskrise während der zweiten COVID-19-Welle verabschiedeten Sondervollmächten der Wallonischen Regierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Haushaltsbestimmung*

Artikel 1 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmächten der Wallonischen Regierung Nr. 64 vom 10. Dezember 2020 zur Abänderung von Artikel 45 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 und zur Bezuschussung der externen Dienste für Gefahrenverhütung und Schutz am Arbeitsplatz bestätigt.

KAPITEL II — *Wirtschaft*

Art. 2 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmächten der Wallonischen Regierung Nr. 66 vom 11. Dezember 2020 bezüglich der Gewährung einer Entschädigung zugunsten der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht (VoG), die im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben, bestätigt.

Art. 3 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 74 vom 22. Dezember 2020 über die Gewährung einer Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte bestätigt.

KAPITEL III — Beschäftigung, Ausbildung und Sozialwirtschaft

Art. 4 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 58 vom 1. Dezember 2020 über verschiedene im Rahmen des Plans "Plan rebond COVID-19" erlassene Bestimmungen im Bereich Beschäftigung und sozialberufliche Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor, bestätigt, unter Vorbehalt der folgenden Änderungen. In der französischen Fassung: 1° werden in Artikel 3 die Wörter "30 juin 2021" durch die Wörter "31 décembre 2021" ersetzt;

2° wird Artikel 26 durch die Wörter "du même décret" ergänzt;

3° wird Artikel 31 Absatz 1 Ziffer 1 durch folgende Wortfolge ersetzt: "1° les services et structures visés par l'article 48, 1° et 2°, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé";

4° werden in Artikel 31 Absatz 2 die Wörter "pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 12°" durch die Wörter "pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 14°" ersetzt;

5° werden in Artikel 35 § 4 die Wörter "à l'alinéa 1^{er}" durch die Wörter "au paragraphe 2" ersetzt.

KAPITEL IV — Raumordnung und Umwelt

Art. 5 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 61 vom 10. Dezember 2020 zur Festlegung einer zeitweiligen Bestimmung für die Gewährung von Zuschüssen an die kommunalen Beratungsausschüsse für Raumordnung und Mobilität im Sinne von Artikel D.I.7 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung bestätigt.

Art. 6 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 62 vom 10. Dezember 2020 zur Verlängerung der Anwendung des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 45 zur Organisation der Öffentlichkeitsbeteiligung anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte in Buch I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte organisiert wird, des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit anstelle der vorherigen Informationsveranstaltung, die für bestimmte Revisionen des Sektorenplans vorgeschrieben ist, und des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, und zur Abänderung des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 48, bestätigt.

Art. 7 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 72 vom 18. Dezember 2020 zur zeitweiligen Abänderung von Artikel R.I.6-5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung und von Artikel 23 der Geschäftsordnung der beratenden Kommission für Einsprüche in Bezug auf die Höhe der Anwesenheitsgelder der Mitglieder und des innerhalb der beratenden Kommission für Einsprüche sitzenden Vertreters der Wallonischen Regierung bestätigt.

KAPITEL V — Energie

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 57 vom 26. November 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Zugangs zu Energie während der Krise COVID-19 und der Winterperiode bestätigt.

Art. 9 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 67 vom 16. Dezember 2020 über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID 19-Gesundheitskrise und der Winterperiode bestätigt.

KAPITEL VI — Mobilität

Art. 10 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 65 vom 10. Dezember 2020 zur Einführung der Pflicht zum Tragen der Maske in öffentlichen Personenverkehrsdiensten in der Wallonischen Region, um die Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 einzudämmen, bestätigt.

KAPITEL VII — Steuerwesen

Art. 11 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 69 vom 16. Dezember 2020 zur Anpassung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen im Rahmen der COVID-19-Krise bestätigt, unter Vorbehalt der folgenden Änderungen: 1° in Artikel 1 werden die Wörter "31. Januar 2021" durch die Wörter "30. Juni 2021" ersetzt;

2° in Artikel 4 werden die Wörter "31. Januar 2021" durch die Wörter "30. Juni 2021" ersetzt;

3° ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. 5/1 - Für die Monate Januar bis Juni des Besteuerungszeitraums 2021 wird eine Ermäßigung des Betrags der Steuer gewährt, die in Artikel 80 des Gesetzbuches der den Einkommensteuern gleichgesetzten Steuern genannt wird; diese Ermäßigung beläuft sich auf ein Zwölftel des jährlichen Betrags der Steuer pro Monat.

Die in Absatz 1 genannte Ermäßigung wird ebenfalls auf Antrag des Steuerpflichtigen gewährt, wenn die Aufstellung des Automaten zwischen dem 1. Januar 2021 und dem 30. Juni 2021 geplant ist, und dieser jedoch noch nicht aufgestellt ist; diese Ermäßigung beläuft sich auf ein Zwölftel des Jahresbetrags der Steuer pro Monat oder Teil eines Monats, ab dem Zeitpunkt der ursprünglich geplanten Aufstellung.

Die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehenen Ermäßigungen werden vor der eventuellen Anwendung der Artikel 81 oder 82 desselben Gesetzbuches angewandt."

KAPITEL VIII — *Wohnungswesen*

Art. 12 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 55 vom 6. November 2020 zur zeitweiligen Aussetzung der Durchführung von Beschlüssen zur administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumung bestätigt.

Art. 13 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 73 vom 21. Dezember 2020 zur zeitweiligen Verlängerung der Aussetzung der Durchführung von Beschlüssen zur administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumung bestätigt.

KAPITEL IX — *Lokale Behörden*

Art. 14 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 54 vom 3. November 2020 zur Gewährung einer Abweichung von den Artikeln L1232-5 § 2 und L1232-24 § 1 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf Grabstätten und Bestattungen, Bestattungsarten und Bestattungsriten bestätigt.

KAPITEL X — *Tourismus*

Art. 15 - In Übereinstimmung mit Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 56 vom 23. November 2020 zur Festlegung einer zweiten Welle des Programms zur Unterstützung der Wirtschaftsakteure im touristischen Sektor im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise bestätigt. Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 14. Mai 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen,
Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—————
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2020-2021

Dokumente des Wallonischen Parlaments 542 (2020-2021) Nrn. 1 bis 1^{ter} bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 12. Mai 2021.

Diskussion.

Abstimmung.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/202512]

14 MEI 2021. — Decreet houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten genomen in het kader van het beheer van de gezondheids crisis tijdens de tweede golf COVID-19 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Begrotingsbepaling*

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 64 van 10 december 2020 tot wijziging van artikel 45 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 en betreffende de subsidie aan de externe dienst voor preventie en bescherming bekrachtigd.

HOOFDSTUK II. — *Economie*

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 66 van 11 december 2020 betreffende de toekenning van een vergoeding aan verenigingen zonder winstoogmerk (VZW's) die een economische activiteit uitoefenen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 bekrachtigd.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 74 van 22 december 2020 betreffende de toekenning van een investeringspremie voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19 bekrachtigd.

HOOFDSTUK III. — *Werkgelegenheid, Opleiding en sociale Economie*

Art. 4. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 58 van 1 december 2020 betreffende verschillende bepalingen die in het kader van "de plan rebond" COVID-19 zijn genomen inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd onder voorbehoud van de volgende wijzigingen: 1° in artikel 3 worden de woorden "30 juni 2021" vervangen door de woorden "31 december 2021";

2° artikel 26 wordt aangevuld met de woorden "van hetzelfde decreet";

3° in artikel 31, eerste lid, wordt punt 1° vervangen door "1° de in artikel 48, 1° en 2°, bedoelde diensten en structuren van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid";

4° in artikel 31, tweede lid, worden de woorden "Voor de toepassing van lid 1, punt 12°" vervangen door de woorden "Voor de toepassing van lid 1, punt 14°",

5° in artikel 35, § 4, worden de woorden "in lid 1" vervangen door de woorden "in paragraaf 2".

HOOFDSTUK IV. — *Ruimtelijke ordening en Leefmilieu*

Art. 5. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 61 van 10 december 2020 tot vaststelling van een voorlopige bepaling voor de toekenning van subsidies aan de gemeentelijke adviescommissies voor ruimtelijke ordening en mobiliteit als bedoeld in artikel D.I.7 van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling bekrachtigd.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 62 van 10 december 2020 tot verlenging van de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatiebijeenkomst voor bepaalde herzieningen van het gewestplan, en van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 bekrachtigd.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 72 van 18 december 2020 tot tijdelijke wijziging van artikel R.I.6-5 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en artikel 23 van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen met betrekking tot het bedrag van de presentiegelden van de leden en de vertegenwoordiger van de Waalse Regering die zitting heeft in de Adviescommissie over de beroepen bekrachtigd.

HOOFDSTUK V. — *Energie*

Art. 8. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 57 van 26 november 2020 houdende noodmaatregelen inzake de toegang tot energie tijdens de COVID-19-crisis en de winterperiode bekrachtigd.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 67 van 16 december 2020 betreffende de toekenning van energiesteun aan gezinnen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 en de winterperiode bekrachtigd.

HOOFDSTUK VI. — *Mobiliteit*

Art. 10. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 65 van 10 december 2020 houdende verplichting tot het dragen van het mondkapje in de diensten van het openbaar personenvervoer in het Waals Gewest ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 bekrachtigd.

HOOFDSTUK VII. — *Fiscaliteit*

Art. 11. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 69 van 16 december 2020 tot aanpassing van sommige fiscale bepalingen in het kader van de COVID-19-crisis bekrachtigd onder voorbehoud van de volgende wijzigingen: 1° in artikel 1 worden de woorden "31 januari 2021" vervangen door de woorden "31 juni 2021";

2° in artikel 4 worden de woorden "31 januari 2021" vervangen door de woorden "31 juni 2021";

3° er wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 5/1. Voor de maanden januari tot juni van de belastbare periode 2021 wordt er een vermindering van het bedrag van de belasting bedoeld in artikel 80 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen toegekend, ter hoogte van één twaalfde van het jaarlijks bedrag van de belasting per maand.

De vermindering als bedoeld in lid 1 wordt eveneens toegekend op aanvraag van de belastingplichtige wanneer de plaatsing van het toestel tussen 1 januari 2021 en 30 juni 2021 gepland is, maar genoemd toestel niet reeds geplaatst is, ter hoogte van één twaalfde van het jaarlijks bedrag van de belasting per maand of deel van de maand, te rekenen van het ogenblik van de aanvankelijk voorziene plaatsing.

De verminderingen bedoeld in leden 1 en 2 worden toegepast voor eventuele toepassing van de artikelen 81 en 82 van hetzelfde Wetboek. ”.

HOOFDSTUK VIII. — *Huisvesting*

Art. 12. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 55 van 6 november 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen bekrachtigd.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 73 van 21 december 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen bekrachtigd.

HOOFDSTUK IX. — *Plaatselijke Besturen*

Art. 14. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 54 van 3 november 2020 houdende afwijking van de artikelen L1232-5, § 2, en L1232-24, § 1, lid 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de begrafenissen, de wijzen van lijkbezorging en uitvaartrituelen bekrachtigd.

HOOFDSTUK X. — *Toerisme*

Art. 15. Overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 56 van 23 november 2020 houdende een tweede golf van ondersteuningsprogramma's voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 bekrachtigd. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 14 mei 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Financiën, Begroting, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement 542 (2020-2021) Nrs. 1^{ter} tot 6.

Volledig verslag, openbare zitting van 12 mei 2021.

Bespreking.

Stemming.